

EUROPE - MONDE

L'essor manufacturier américain

GUTZWILLER. L'essor de la production de biens durables aux Etats-Unis est significatif. Mais évoquer une renaissance serait exagéré sinon abusif.

NICOLETTE DE JONCAIRE

Jean-Pierre Petit, président des Cahiers Verts de l'économie, présentait hier à Genève ses vues sur le futur de l'économie américaine dans le cadre d'une conférence organisée par la banque Gutzwiller. La renaissance manufacturière aux Etats-Unis était le centre de son propos. Une renaissance qu'il traitait avec une certaine circonspection car si la production manufacturière américaine a cru plus vite que le PIB depuis 2010, la baisse historique du poids du secteur manufacturier dans le PIB des pays développés paraît inéluctable. Aux Etats-Unis, ce poids est passé de plus de 25% au lendemain de la 2e guerre mondiale à environ 12,5% aujourd'hui. Un trend que l'on retrouve partout, dès que le PIB par habitant dépasse un certain seuil. Il n'y a pas, par ailleurs, de signe de relocalisation générale de l'industrie vers les Etats-Unis. Au-delà de quelques exemples cités régulièrement, «les données macroéconomiques ne suggèrent

pas de vague de relocalisation, seulement un léger ralentissement des délocalisations», explique Jean-Pierre Petit. Tout au plus, la place du secteur manufacturier américain pourrait se stabiliser dans le monde et dans l'économie du pays. Le phénomène est donc à relativiser. «Si le poids du secteur manufacturier dans le PIB a progressé sur 3 ans (2010-2012), pour la première fois depuis des décennies, cela vient en partie des spécificités de la reprise actuelle», explique Jean-Pierre Petit. C'est, en effet, la fabrication de biens durables qui progresse. La reprise industrielle du secteur de l'automobile, des autres équipements de transport, d'appareils médicaux et de machines pour les entreprises a cru fortement en réaction à une demande de biens durables et à un investissement des entreprises en biens d'équipement en fort rebondissement. Par contre, la production de biens de consommation non durables (en dehors du raffinage) et celle de produits



JEAN-PIERRE PETIT. Il n'y a aucun signe de relocalisation générale de l'industrie.

informatiques et électriques restent déprimés. Les autres secteurs, y compris la construction et les services financiers, n'ont pas non plus réagi aussi favorablement. En outre, la consommation de services reste molle. A l'origine de ce regain, une hausse de la productivité – certes affaiblie par rapport aux grandes périodes d'essor précédente mais qui se situe aux alentours de 1,5% – une baisse des coûts de main d'œuvre, une politique monétaire agressive et une réduction noitère des coûts de l'énergie. Jean-Pierre Petit estime que les

chiffres indiquent que les gains de compétitivité américains dans la production de biens non durables ne sont pas suffisants en regard de la dynamique de délocalisation pour les secteurs dont l'élasticité au prix est forte. En revanche, il apparaît que les gains de compétitivité, depuis le milieu des années 2000, ont permis une reprise dans les secteurs de production des biens durables, sensibles à la compétition hors prix. La croissance des pays émergents est un autre élément favorable à l'industrie américaine. Depuis une dizaine d'années, les exportations se sont partiellement réorientées vers les pays à forte croissance au détriment des exportations vers les pays développés. Elles y sont même majoritaires depuis 2010. Ce faisant, l'industrie américaine bénéficie davantage de la croissance de la demande émergente, largement plus dynamique que celle des pays développés. Toutefois, la hausse du poids des exportations de biens dans le PIB, passée de 7% au milieu des années

2000 à 9,5% aujourd'hui, procède largement de la hausse des exportations de matières premières et de leurs produits dérivés, produits pétroliers et agricoles bénéficiant plus directement de la croissance de la production d'énergie et de la baisse de ses coûts. De manière plus générale, le regain industriel américain paraît être fortement associé à la production d'hydrocarbures. Le faible prix du gaz (4 fois inférieur à ceux pratiqués en Europe ou en Asie) et de l'électricité (la moitié de celui de l'UE pour la sidérurgie) joue en faveur de la production manufacturière. A la marge, la hausse de l'investissement dans l'énergie soutient également la demande de machines. ■

LE POIDS DU SECTEUR MANUFACTURIER DANS LE PIB A PROGRESSÉ SUR TROIS ANS POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DES DÉCENNIES.

La BoJ entrevoit encore une reprise modérée

JAPON. La banque centrale estime que les effets négatifs de la hausse de la TVA sont amenés à se dissiper progressivement.

Le Japon est en récession, mais sa banque centrale, muette sur les récentes décisions du gouvernement, veut croire que cette situation n'est que temporaire: elle entrevoit toujours une «reprise modérée». Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ), quasiment unanime (huit voix contre une), a maintenant son diagnostic économique et son ton plutôt optimiste à l'issue d'une réunion de deux jours, malgré la sévère contraction du PIB, de 1,9% au deuxième trimestre, puis de 0,4% au troisième. «L'économie japonaise devrait continuer à se redresser modérément», même si «des signes de faiblesse persistent, particulièrement du côté de la production», en raison du recul de la consommation observé depuis le passage de la TVA de 5% à 8% début avril, a souligné la BoJ. Les effets négatifs de cette pression fiscale accrue sont amenés à «se dissiper progressivement», a-t-elle estimé. Les analystes s'attendaient à un autre discours. «L'économie est dans un état grave, c'est un peu étrange que la banque centrale garde le même point de vue», s'est étonné Tsuyoshi Ueno, du NLI Research Institute. En revanche, son statu quo monétaire n'a pas surpris au vu de sa décision, prise il y a deux semai-

nes à peine, d'entendre son programme de rachats d'actifs. L'institution, bien que divisée, avait décidé fin octobre d'accroître la base monétaire de 80.000 milliards de yens (550 milliards d'euros) par an, contre 60 à 70.000 milliards auparavant, dans l'espoir d'atteindre au plus vite 2% d'inflation. Ce geste avait aussitôt dopé les marchés boursiers et tiré le yen au plus bas face au dollar. La déclaration de la BoJ, particulièrement confiante sur les exportations, l'investissement immobilier et la consommation des particuliers, «suggère qu'un assouplissement supplémentaire n'est pas au programme à court terme», a relevé Marcel Thielliant, de Capital Economics. Pour autant, «nous pensons que l'inflation va rester durablement inférieure à l'objectif de 2%, donc il lui faudra agir de nouveau», avertit-il, parlant sur une augmentation à 90.000 milliards par an au printemps prochain. La BoJ s'est montrée plus prudente à ce sujet: l'évolution des prix se situe autour de 1% (contre 1,25% auparavant), a-t-elle jugé, et apparaît sur une pente ascendante, mais dans une perspective de long terme. Cette réunion était très attendue après le choix du Premier ministre de reporter une deuxième hausse de taxe et de convoquer des élections anticipées. Prenant acte du marasme économique, qui remet en cause sa stratégie à trois flèches (budgétaire, monétaire, réformatrice), Shinzo Abe a renoncé à relever de nouveau la taxe sur la consommation (à 10%) en octobre 2015. ■

La BoE plutôt ambiguë sur la hausse des taux

Deux membres du Comité de politique monétaire étaient favorables à une hausse lors de la réunion des 5 et 6 novembre. Les sept autres montraient un large éventail d'opinions.

Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE) a quel que peu brouillé les pistes sur le calendrier de hausse des taux, les minutes de sa dernière réunion montrant que si deux membres sont toujours favorables à un resserrement immédiat, les sept autres montrent désormais un large éventail d'opinions. Lors de la réunion des 5 et 6 novembre, Ian McCafferty et Martin Weale ont ainsi maintenu la position haussière qu'ils ont adoptée depuis début août, en appelant à une hausse de 25 points de base du taux, selon les minutes des discussions. Les sept autres membres du Comité de politique monétaire (CPM) s'étaient eux accordés sur le maintien du taux à 0,50%, niveau exceptionnellement bas auquel il est figé depuis mars 2009. Le maintien du montant total du programme de rachats d'actifs de la BoE, dit d'«assouplissement quantitatif», à 375 milliards de livres a par ailleurs été voté à l'unanimité. Si la répartition des votes a été conforme aux attentes des observateurs, les minutes ont montré que les opinions sur les perspectives économiques du Royaume-Uni étaient «considé-

ablement étendues» au sein du groupe des sept membres ayant opté pour un nouveau statu quo monétaire. Ainsi pour Ross Walker, économiste chez RBS, cette remarque implique que «la majorité ne fait pas cohésion autour d'une même position prudente». Certains membres, qui ne sont traditionnellement pas nommés dans les minutes ailleurs que pour le résultat du vote, se sont montrés très prudents, en estimant qu'il y a «un risque de voir la croissance s'essouffler encore plus qu'anticipé, et l'inflation rester obstinément sous l'objectif (2%) plus longtemps qu'attendu». Pour ces membres du CPM, «un resserrement prématuré de la politique monétaire rendrait l'économie vulnérable aux chocs». A l'inverse, d'autres membres de la majorité ont estimé que le fait que l'économie britannique pourrait absorber plus rapidement que prévu ses capacités de production excédentaires risquerait de provoquer une accélération de l'inflation au-delà de la cible de 2%. Pour Howard Archer, économiste chez IHS Global Insight, «les minutes de la réunion de novembre du CPM ne sont ainsi peut-être pas aussi prudentes qu'on pouvait s'y attendre après les prévisions pour l'inflation contenues dans le rapport trimestriel de la Banque d'Angleterre» publié la semaine dernière. La BoE avait estimé que l'inflation ne retournerait pas au niveau cible de 2% avant 2017. En octobre, l'inflation s'est établie à 1,3% sur un an après être tombée

en septembre à son plus bas niveau en cinq ans (1,2%). Mais si les opinions sur les perspectives de l'économie sont plus variées qu'auparavant au sein de la majorité, les observateurs s'attendent tout de même à ce que MM. McCafferty et Weale ne parviennent pas à faire d'émules pendant encore de longs mois. Pour ces deux membres, la situation économique, notamment sur le marché du travail où la hausse des salaires commence à progresser plus que l'inflation, justifie une «hausse immédiate» du taux directeur. «Puisque l'effet de la politique monétaire pourrait intervenir avec un décalage, il était souhaitable d'anticiper les pressions sur le marché du travail en augmentant le taux directeur avant que ces dernières apparaissent», ont de nouveau martelé ces deux dissidents, sans pour autant parvenir à convaincre certains de leurs collègues. Le salaire moyen (hors bonus) a augmenté de 1,3% pendant la période de trois mois terminée fin septembre, contre 0,9% mesuré à fin août. Pour l'ensemble du Comité, le maître mot reste bien la prudence, les neuf membres du Comité s'accordant à mettre en avant le fait que «sur les derniers mois, il est devenu évident que la croissance mondiale avait ralenti et que ses perspectives s'étaient affaiblies, particulièrement en zone euro», risquant ainsi de peser sur une reprise économique britannique qui peine toujours à atteindre une vitesse de libération. ■

Bruxelles s'impose la transparence

Les commissaires, membres de leurs cabinets et les directeurs généraux devront désormais rendre publics tous leurs contacts avec les groupes de pression, a annoncé le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans. «La transparence est une des priorités affichées par Jean-Claude Juncker», qui dirige l'exécutif européen, «et une décision sera prise la semaine prochaine pour imposer aux commissaires de mentionner toutes les personnes rencontrées», a-t-il expliqué. La mesure s'imposera aussi aux membres de leurs cabinets et aux directeurs généraux de la Commission. M. Timmermans n'a pas indiqué si les contacts téléphoniques étaient concernés. Le nouvel exécutif répond ainsi aux pressions insistantes du très influent lobby anti-lobbies actif à Bruxelles. Transparency International et Corporate Europe Observatory se sont félicités d'un pas dans la bonne direction. Frans Timmermans a mis au défi le Parlement de «suivre cet exemple». Nombre d'élus sont en effet proches de groupes de pression qui cherchent à influencer ou contrer les décisions européennes. L'ex-commissaire européen belge Louis Michel a ainsi été mis en cause en novembre 2013 pour le dépôt de centaines d'amendements contre la protection de la vie privée reprenant mot pour mot les arguments des lobbyistes défendant les grands acteurs de l'internet. Et l'ex-commissaire luxembourgeoise Viviane Reding, élue en mai au Parlement européen, vient d'accepter de siéger aux conseils de la fondation Bertelsmann, qui contrôle un géant européen des médias, et du groupe minier belge Nyrstar. ■

AGENDA

JEUDI 20 NOVEMBRE

- ALLEMAGNE**
ThyssenKrupp: résultats annuels 2013/2014 + conférence de presse
- GB**
Ventes de détail octobre
Centrica: rapport d'activité 3T
- FRANCE**
PMI France Flash novembre - Markit
- PAYS-BAS**
Chômage octobre
- ITALIE**
Commandes à l'industrie septembre
- ESPAGNE**
FCC (Groupe de BTP): assemblée générale
- NORVÈGE**
PIB au 3T
- AUTRICHE**
Banque Raiffeisen Bank International (RBI): résultats 3T
- Pologne**
Production industrielle octobre
- SLOVAQUIE**
Chômage octobre
- USA**
Inflation octobre
Indicateur composite de l'activité économique octobre - Conference Board
Activité industrielle dans la région de Philadelphie novembre
Ventes de logements anciens octobre - NAR
- JAPON**
Commerce extérieur octobre